



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-20880>

Département(s) de publication : **61**

Annonce n° **24-20880**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Conseil départemental de l'Orne

Forme juridique de l'acheteur : Autorité locale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Accord-cadre à bons de commande - Location de bâtiments modulaires avec les aménagements intérieurs pour divers sites dans le département de l'Orne.

Description : Accord-cadre à bons de commande - Location de bâtiments modulaires avec les aménagements intérieurs pour divers sites dans le département de l'Orne.

Identifiant de la procédure : 392c8f97-1667-420d-a4eb-e19dcd514ebe

Type de procédure : Ouverte

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 55250000 Services de location de meublés pour des séjours de courte durée

2.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Orne (FRD13)

Pays : France

Informations complémentaires : La présente consultation a pour objet la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande, pour la location de bâtiments modulaires avec les aménagements intérieurs dans divers sites dans le département de l'Orne. Les prestations à réaliser portent sur le transport, la mise en place, l'adaptation au site, les aménagements intérieurs spécifiques et la location de bâtiments modulaires

démontables (à usage de bureaux, sanitaires, classes, CDI, salles de réunions, réfectoire, préaux, dépôts, ...), ainsi que la dépose de l'ensemble des installations en fin de location et la remise en état du terrain à l'identique de l'existant. Cet accord-cadre sera conclu à compter de sa notification, pour une période ferme allant jusqu'au 31 décembre 2027. Chaque candidat aura à remettre un dossier complet comprenant les pièces suivantes : la lettre de candidature (DC1), la déclaration du candidat individuel (DC2) ou le document unique de marché européen (DUME) rédigé en langue française. Ces formulaires sont téléchargeables sur le site www.economie.gouv.fr/daj dans sa rubrique "Commande publique/Formulaires de la commande publique", la copie du (des) jugement(s) prononcé(s), si le candidat est en redressement judiciaire, pour les opérateurs économiques étrangers, un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de leur pays d'origine prouvant qu'ils ne se trouvent pas dans un des cas d'interdiction de soumissionner, mentionné à l'article L2141-3 du Code de la commande publique, . une attestation fiscale qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) qui peut être obtenue : directement en ligne, via le compte fiscal (espace abonné professionnel), pour les entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés et assujetties à la TVA, auprès du service des impôts, via le formulaire n°3666, pour les entreprises soumises à l'impôt sur le revenu, notamment, les entrepreneurs individuels (artisan, micro-entrepreneur, ...), une attestation de vigilance, datant de moins de 6 mois (fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale des candidat pour les contrats d'un montant minimum de 5 000 euros HT, conformément aux articles D.8222-5-1° du code du travail et D.243-15 du code de sécurité sociale qui comprend également l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L.5212-2 à L.5212-11 du code du travail, si la société comprend au moins 20 salariés. Une attestation d'assurance responsabilité civile (RC) en cours de validité, Une attestation d'assurance de responsabilité décennale obligatoire, le cas échéant (arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance comprenant les mentions minimales prévu par l'article L.243-2 du code des assurances). Toutefois, les documents ci-après ne sont à produire que par l'attributaire, à savoir : l'attestation fiscale, qui permet de justifier de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés), l'attestation de vigilance, l'attestation d'assurance responsabilité civile (RC), l'attestation d'assurance de responsabilité décennale obligatoire, le cas échéant (arrêté du 5 janvier 2016 fixant un modèle d'attestation d'assurance comprenant les mentions minimales prévu par l'article L.243-2 du code des assurances). Néanmoins, les candidats pourront spontanément remettre ces documents au stade de la candidature.

2.1.3 Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre : 1,200,000 EUR

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Les cas d'exclusion de la procédure sont prévus aux articles L2141-1 à L2141-5, L2141-7 à L2141-10 du Code de la commande publique.

Section 5 - Lot

5.1 Lot : LOT-0001

Titre : Accord-cadre à bons de commande - Location de bâtiments modulaires avec les aménagements intérieurs pour divers sites dans le département de l'Orne.

Description : Les prestations à réaliser feront l'objet d'un accord-cadre, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 200 000 euros HT. Les commandes seront effectuées au fur et à mesure des besoins et feront l'objet d'émission de bons de commande sans négociation, ni remise en concurrence préalable du titulaire.

Identifiant interne : LOT-0001

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 55250000 Services de location de meublés pour des séjours de courte durée

Options :

Description des options : Des accords-cadres pourront être conclus sans publicité, ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires.

5.1.2 Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS) : Orne (FRD13)

Pays : France

Informations complémentaires :

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP)

Informations complémentaires : Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur. Toutefois, en cas de groupement, la forme souhaitée est un groupement solidaire ou un groupement conjoint avec solidarité du mandataire. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché. Le délai de validité des offres est fixé à 4 mois à compter de la date limite de réception des plis. Les offres seront exprimées en euros.

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations seront prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise et, notamment, des responsables de prestations de services de même nature que celles de l'accord-cadre, une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et

l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années, une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat dispose.

Utilisation de ce critère : Utilisés

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

Utilisation de ce critère : Utilisés

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Valeur technique des prestations, appréciée au regard des éléments contenus dans le mémoire remis par le soumissionnaire, à l'appui de son offre, précisant les caractéristiques techniques des modules (pondération : 10), les moyens humains dédiés pour mener à bien les prestations à réaliser et les délais proposés, dans le bordereau des prix unitaires (BPU), pour la remise de l'étude d'aménagement, la remise des devis, la préparation et l'installation des modules, la pose d'ensemble de modules et l'intervention pour le service après-vente (pondération : 30), la méthodologie proposée pour le traitement des déchets (pondération : 5).

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 45

Critère :

Type : Prix

Description : Prix des prestations, correspondant à l'installation et au coût de la location des bâtiments modulaires. Ce critère sera analysé au vu du montant du dossier quantitatif estimatif (DQE) masqué, document non contractuel, destiné uniquement à l'analyse des offres. L'acheteur a opté pour la technique du dossier quantitatif estimatif (DQE) masqué. Ce document ne fait pas partie du dossier de consultation des entreprises (DCE). L'acheteur reconstituera le dossier quantitatif estimatif (DQE), avec les quantités qu'il aura choisies, à partir des prix unitaires indiqués par chaque soumissionnaire.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 55

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : FRA

Date limite de demande d'informations complémentaires : 15/03/2024 à 00:00

Adresse des documents de marché : <https://orne.achatpublic.com>,

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://orne.achatpublic.com>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

La signature ou le cachet électronique avancé(e) ou qualifié(e) [au sens du règlement (UE) N° 910/2014] est requis(e)

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 26/03/2024 à 17:00

Date limite de validité de l'offre : 4 MONTH

Informations relatives à l'ouverture publique :

Date/heure : 27/03/2024 à 09:00

Informations complémentaires : La date d'ouverture des offres renseignée ci-dessus est communiquée à titre purement indicatif.

Conditions du marché :

Facturation en ligne : Requise

Montage financier : Mode de règlement et modalités de financement : virement par mandat administratif dans un délai global de 30 jours. Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : ressources propres (budget du Conseil départemental)

Informations relatives aux délais de recours : Recours possible devant le Tribunal administratif : référé précontractuel, depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (articles L;551-1 et suivants du code de justice administrative), référé contractuel, dans les délais prévus aux articles L.551-13 et suivants du code de justice administrative, recours en contestation de validité du contrat qui peut être exercé par les tiers au contrat, sans considération de leur qualité, dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées.

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique :

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal administratif

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif

Organisation qui reçoit les demandes de participation : Conseil départemental de l'Orne

Organisation qui traite les offres : Conseil départemental de l'Orne

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0011

Nom officiel : Tribunal administratif

Numéro d'enregistrement : 17140005400010

Adresse postale : 3 rue Arthur Le Duc

Ville : Caen

Code postal : 14000

Subdivision pays (NUTS) : Calvados (FRD11)

Pays : France

Point de contact : Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Adresse électronique : greffe.ta-caen@juradm.fr

Téléphone : 0231707272

Télécopieur : 0231707292

Adresse internet : <https://www.justice.gouv.fr>

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Conseil départemental de l'Orne

Numéro d'enregistrement : 22610001400134

Adresse postale : Hôtel du Département, 27 boulevard de Strasbourg, CS 30528

Ville : Alençon cedex

Code postal : 61017

Subdivision pays (NUTS) : Orne (FRD13)

Pays : France

Point de contact : Pôle infrastructures territoriales, Bureau marchés et gestion comptable

Adresse électronique : bati.gestion@orne.fr

Téléphone : 0233816000

Télécopieur : 0233816060

Adresse internet : <https://www.orne.fr>

Profil de l'acheteur : <https://orne.achatpublic.com>

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui reçoit les demandes de participation

Organisation qui traite les offres

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : 20fb3c7b-81b6-40cc-ad10-4fc18f6c3b10 - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 20/02/2024 à 09:47

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20/02/2024